

**PREFECTURE DE HAUTE-CORSE**

**DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**  
Bureau de l'urbanisme et de l'environnement

Arrêté n°2006/ 194-2 du 13 juillet 2006

prescrivant la réalisation d'une étude par un tiers expert relativement à l'implantation des installations exploitées par la Société CORSE EXPANSIF sur le territoire de la commune de Morosaglia

**LE PREFET DE HAUTE CORSE, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté n° 92-336 du 12 mars 1992, instituant des servitudes d'utilité publique autour des installations exploitées par la société CORSE EXPANSIF sur le territoire de la commune de MOROSAGLIA,

VU l'arrêté n° 92-337 du 12 mars 1992, autorisant la société CORSE EXPANSIF à exploiter un dépôt d'explosifs sur le territoire de la commune de MOROSAGLIA,

VU l'arrêté n°99.1026 bis du 31 août 1999 autorisant la société CORSE EXPANSIF à exploiter une unité de fabrication d'explosifs industriels sur le territoire de la commune de MOROSAGLIA,

VU l'arrêté n°2005-47-1 du 16 février 2005, portant mise en demeure de la société Corse Expansifs de respecter les prescriptions des arrêtés n°92-337 du 12 mars 1992 et l'arrêté du 31 août 1999,

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs,

Vu le rapport de la Directrice régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 7 avril 2006,

Vu l'avis du comité départemental d'hygiène émis lors de sa séance du 22 juin 2006,

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté de prescriptions,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Corse,

# ARRETE

-:-:-:-:-

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Société CORSE EXPANSIF dont le siège social est situé Villa « la retraite fleurie », route d'Alata à AJACCIO, est tenue de répondre aux dispositions réglementaires énoncées ci-après pour l'exploitation de son dépôt d'explosifs et de son unité de fabrication d'explosifs sis sur le territoire de la commune de MOROSAGLIA,

## **ARTICLE 2: Dispositions à observer:**

- **Article 2.1:** L'avis d'un tiers expert est requis afin de répondre aux dispositions des articles 2 et 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 92-337 du 12 mars 1992 et des articles 3.2, 4.1.2, 5.5 de l'arrêté préfectoral n°99.1026 bis du 31 août 1999.
- **Article 2.2 :** L'exploitant est tenu d'établir en complément de l'étude de dangers remise en mai 2004 :
  - les plans figurant les zones Z1 à Z5 pour l'ensemble du site (dépôt et fabrication) relativement à la maîtrise de l'urbanisation,
  - le scénario Plan Particulier d'Intervention (PPI) retenu avec les plans correspondants relativement à l'établissement du PPI.

**ARTICLE 3 : Délais de réalisation** : les dispositions énoncées à l'article 2 du présent arrêté doivent être observées pour le 30 septembre 2006

**ARTICLE 4 :** A défaut pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions imposées dans le délai imparti et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des mesures prévues à l'article L514.1 du code de l'environnement.


**ARTICLE 5 :** Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans le même délai, cette décision pourra être contestée devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 6:** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute Corse, la directrice régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement de la Corse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

Jean-Marc MAGDA

Pour copie conforme à l'original,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de bureau,



Nicole MILLELIRI